
La collection de relevés de peintures murales de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine sous l'œil de la commission des monuments historiques

Jean-Daniel Pariset



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/10782>

DOI : 10.4000/insitu.10782

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Jean-Daniel Pariset, « La collection de relevés de peintures murales de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine sous l'œil de la commission des monuments historiques », *In Situ* [En ligne], 22 | 2013, mis en ligne le 15 novembre 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/10782> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.10782>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.



In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La collection de relevés de peintures murales de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine sous l'œil de la commission des monuments historiques

Jean-Daniel Pariset

Communication présentée lors des journées
d'études consacrées à l'*Actualité de la recherche en
peinture murale*, organisées par le musée des
Monuments français les 25 et 26 octobre 2011, à la
Cité de l'architecture et du patrimoine.

- 1 Les quelques 3 500 relevés de peinture murale que conserve la médiathèque de l'architecture et du patrimoine sont connus ; cette communication ne va pas reprendre les nombreuses études sur la genèse de cette collection – les relevés de Saint-Savin à l'initiative de Prosper Mérimée – ou son histoire qui aboutit à la création du musée de Paul Deschamps sous la III^{ème} République.
- 2 Cette collection peut faire l'objet d'études multiples : histoire des œuvres représentées, de leur état, de leur conservation, histoire du relevé lui-même : l'interprétation de l'œuvre, histoire de la collection elle-même, histoire administrative : pourquoi la commission les a-t-elle commandés et quel statut leur accordait-elle ?
- 3 C'est à ces deux derniers points qui relèvent plus de l'histoire culturelle que de l'histoire de l'art que je m'attacherai ici.

Histoire de la collection

- 4 Anatole Perrault-Dabot¹ dans son *Catalogue des relevés, dessins et aquarelles*, paru en 1900, y fit figurer les relevés de peintures murales, ce qui était logique puisqu'il dressait dans ces 500 pages l'état des documents graphiques de la Commission des Monuments historiques.
- 5 Ces documents étaient conservés rue de Valois dans les locaux du Secrétariat aux Beaux-arts, puis, faute de place, transférés dans l'annexe du Palais du Trocadéro où se trouvait aussi le Musée de sculpture comparée.
- 6 L'Office de documentation sur les Monuments historiques dès sa création en 1937/1941, constitua à partir des registres d'inventaire des documents, une liste des peintures murales. Cette liste, extraction du catalogue de Perrault-Dabot, a reçu la cote 1996/089. Elle est en ligne sur la base MEDIATHEK qui décrit les archives et documents graphiques dont la Médiathèque a la charge.
- 7 À partir et au vu de cette liste, les relevés de peintures murales furent extraits matériellement, la plupart était conservée à Chaillot où l'Office était situé pour former la collection de Peintures murales dites de Chaillot ou du Centre de recherches sur les monuments historiques, nouveau nom de l'Office.
- 8 Ce travail d'envergure d'extraction resta inachevé : certains relevés, restés matériellement dans la série générale des plans car ils étaient encore conservés rue de Valois, figurent cependant dans la liste de la collection. Leur description apparaît alors sans image à l'interrogation sur internet de la base MEDIATHEK.
- 9 L'inventaire systématique des plans que la Médiathèque a entrepris (200 000 items qui s'accroissent toujours) s'inscrit dans la poursuite du travail de Perrault-Dabot. Il permettra le récolement réel de tous les documents graphiques (plans, relevés). Par ailleurs, les plans et relevés furent l'objet de campagnes de restauration ; les cotes d'origine disparurent avec d'autres mentions, ils furent alors renumérotés. La médiathèque de l'architecture et du patrimoine en fait le constat amer, rendant ce récolement plus complexe.
- 10 Les rapports de restauration dont il est fait état *in fine* ne sont pas actuellement en ligne, seuls leurs descriptifs figurent dans la base textuelle MEDIATHEK.

La Commission et les relevés

- 11 Quels furent les débats au sein de la commission des Monuments historiques concernant ces relevés ?
- 12 Les procès verbaux de la commission sur un siècle 1849/1959 ne mentionnent que peu les commandes de relevés ; leur prêt pour exposition fut lors de la première guerre l'occasion de débats intéressants.

La commande de relevés « classiques »

- 13 La commande classique est énoncée en des termes assez constants qui ne font pas l'objet d'un débat au sein de la Commission : le relevé est fait pour conserver la mémoire ou

l'image parce qu'on ne peut pas assurer la conservation immédiate *in situ* de la peinture murale, faute de moyen financier.

Église Notre-Dame-la-Grande à Poitiers (Vienne)

- 14 « M. Mérimée, rapporteur, fait passer sous les yeux de la Commission les dessins que M. Denuelle a relevés d'après les peintures récemment découvertes dans l'église de Notre-Dame de Poitiers. La Commission est d'avis que ces peintures méritent d'être relevées avec soin et un parti sera pris ultérieurement sur les moyens qui devront être employés pour en assurer la conservation ». Des relevés de cet ensemble poitevin furent commandés jusque dans les années 1950 (**fig. n°1**) (**fig. n°2**).

Figure 1



Poitiers (Vienne), église Notre-Dame-la-Grande : détails d'ornementation par Charles Joly-Leterme, 1852 (PM 03332).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 2



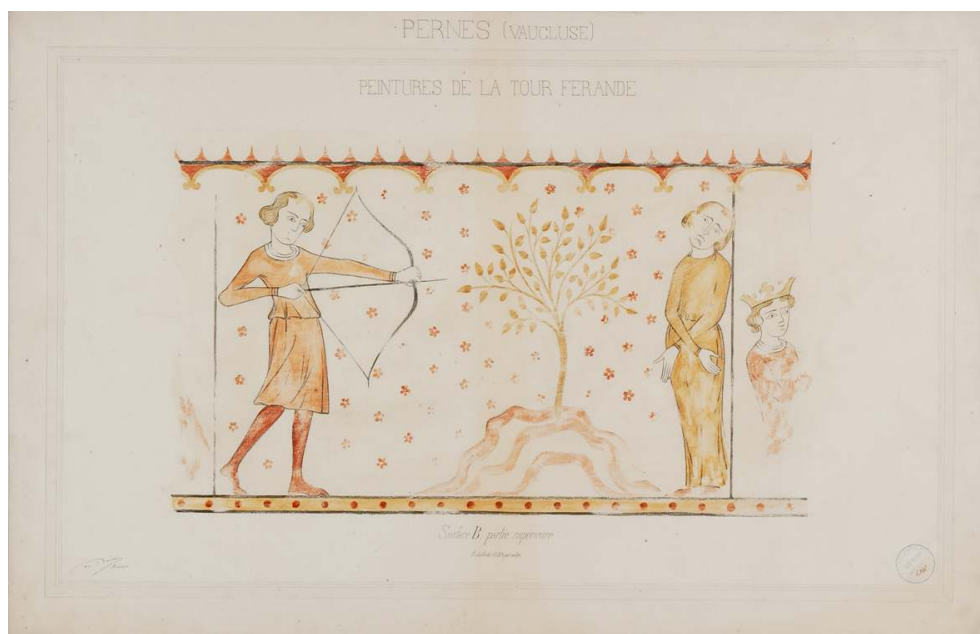
Poitiers (Vienne), église Notre-Dame-la-Grande : deux apôtres et trois saintes. Pierre Valade, 1947-1948 (PM 19378).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Acquisition de la Tour Ferrande à Pernes-les-Fontaines (Vaucluse)

- 15 « M. Boeswillwald donne lecture d'un rapport de M. Révoil duquel il résulte que les peintures murales qui décorent cet édifice ne peuvent être enlevées sans de graves difficultés et sans courir le risque d'en détruire une partie. M. Révoil émet, en conséquence, l'avis d'acquérir, s'il se peut, l'immeuble avec ses décorations et évalue à 4 000 F le prix qu'il conviendrait de consacrer à cette acquisition. M. Boeswillwald estime qu'à ces conditions l'État pourrait acquérir la Tour et les peintures qu'elle renferme et il propose de charger M. Révoil de poursuivre les négociations dans ces termes. Dans le cas où les négociations n'aboutiraient pas, mission serait donnée à M. Révoil de compléter le relevé des fresques dont il s'agit par la reproduction des nouveaux fragments que cet architecte déclare avoir découverts dans la dernière visite qu'il a faite au monument². » (fig. n°3, n°4, n°5, n°6, n°7).

Figure 3



Pernes-les-Fontaines (Vaucluse), tour Ferrande : relevé par Révoil (PM06842).
 © Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 4



Pernes-les-Fontaines (Vaucluse), tour Ferrande : relevé par Révoil (PM06845).
 © Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 5



Pernes-les-Fontaines (Vaucluse), tour Ferrande : relevé par Révoil (PM06846).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 6



Pernes-les-Fontaines (Vaucluse), tour Ferrande : Saint Christophe et l'Enfant. Relevé par Révoil (PM06843).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 7



Pernes-les-Fontaines (Vaucluse), tour Ferrande : relevé par Révoil (PM 06847).

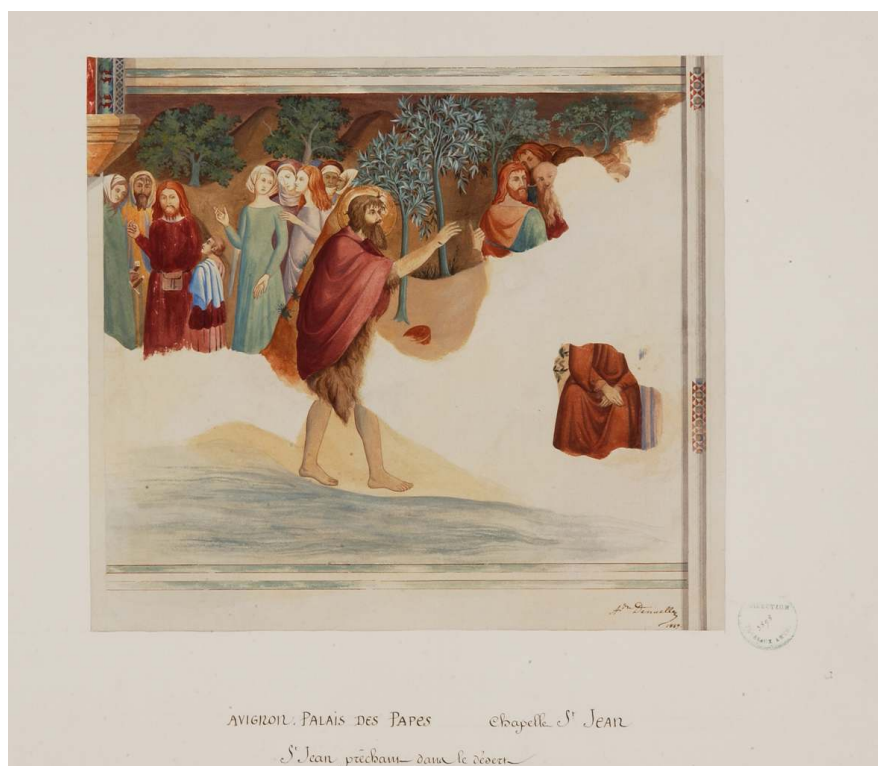
© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

- 16 La Commission est d'avis de s'en tenir à cette dernière proposition et de ne pas donner suite au projet d'acquisition des dites peintures.

Calques des peintures par M. Denuelle au Palais des Papes à Avignon (Vaucluse)

- 17 « Le gendre de M. Denuelle a communiqué à M. le ministre des Beaux-arts la collection de calques que feu M. Denuelle a exécutés sur les peintures de l'ancien Palais des Papes, à Avignon, pour examiner s'il y aurait lieu d'en faire l'acquisition par l'État. Conformément aux conclusions de M. Boeswillwald, rapporteur, la Commission, considérant que les types dont ces calques sont la reproduction sont déjà suffisamment représentés dans les relevés qu'on doit à M. Denuelle pour en apprécier le caractère et le style, est d'avis de ne pas donner suite aux propositions dont il s'agit » (**fig. n°8, n°9, n°10, n°11**).

Figure 8



Avignon (Vaucluse), Palais des Papes : *La prédication de saint Jean-Baptiste dans le désert*, relevé par Denuelle, 1859 (PM003898).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 9



Avignon (Vaucluse), Palais des Papes : chapelle Saint-Martial, plan de situation par Denuelle, 1859 (PM007781).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 10



Avignon (Vaucluse), Palais des Papes : Le martyre de sainte Valérie, saint Martial ressuscite l'écuyer du duc Étienne, le duc Étienne vient à Rome implorer saint Pierre, relevé par Denuelle, 1859 (PM 007783).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 11



Avignon (Vaucluse), Palais des Papes : *Saint Martial confère les ordres sacrés à Aurélien et les églises dédiées par saint Martial*, relevé par Denuelle, 1859 (PM007791).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

- 18 Les moyens de la Commission sont limités et elle évite d'acheter doubles ou documents préparatoires ; parfois la Commission refuse l'acquisition alléguant la mauvaise qualité du relevé.

Les peintures murales de l'époque moderne

- 19 Lorsqu'il s'agit de relevés de peintures murales de la période moderne, depuis la Renaissance, un véritable débat s'instaure sous la Seconde République
- 20 Il concerne la galerie Mazarine de la Bibliothèque nationale, œuvre de Romanelli et les peintures de Lesueur de l'hôtel Lambert.
- 21 Lors de la séance du vendredi 23 février 1849 (14ème séance), « M. de Laborde expose à la Commission les craintes que lui fait concevoir pour l'avenir de la galerie Mazarine de la Bibliothèque nationale, le projet d'achèvement du Louvre, qui doit comprendre la reconstruction de la Bibliothèque. Il rappelle les décisions prises par la Commission lors de l'apparition d'un projet semblable, il y a quelques années, et demande si ce ne serait pas pour la Commission [sic] d'intervenir auprès du gouvernement. M. de Laborde voudrait que, dans tous les cas, on fit des réserves pour le vaisseau construit par François Mansart et qui renferme les peintures si précieuses de Romanelli. Il rappelle, au sujet de ces peintures, le projet qu'avait eu la Commission de les faire dessiner. M. Buchez pense qu'il n'y a pas encore lieu de prendre l'alarme, que le projet n'est pas encore accepté par l'Assemblée nationale, que peut-être ne le sera-t-il pas, et qu'il serait temps d'intervenir lorsqu'on agiterait la question de la vente des bâtiments de la Bibliothèque actuelle. »
- 22 Lors d'une séance ultérieure, « Paul Lacroix fait une motion tendant à obtenir de la Commission qu'elle veuille bien faire auprès du ministre des Travaux publics, dans l'intérêt de la conservation de la Bibliothèque nationale, une démarche semblable à celle

qui a été faite par le Comité des Arts et Monuments de l'Instruction publique, sur la proposition de M. de Montalembert³. M. Lenormant pense que la Commission ne doit intervenir que pour réclamer la conservation des parties de l'édifice qui ont un véritable intérêt historique, et il rappelle à cet égard ce qui avait déjà été fait dans une circonstance où le sort de la Bibliothèque avait été comme aujourd'hui mis en question. Il croit que la Commission doit exprimer hautement son intérêt en faveur de la Galerie Mazarine, et il pense qu'il serait bon de donner suite au projet déjà conçu anciennement de faire faire des dessins très soignés de la Galerie Mazarine, et des peintures qui la décorent ; avec ces documents et une notice historique bien faite on pourrait mieux faire connaître à tout le monde l'importance de ces parties sous le rapport de l'art et de l'histoire. Il propose, en conséquence, de composer de nouveau une sous-commission, qui serait chargée de reconnaître quelles sont les parties monumentales et historiques de la Bibliothèque, et quel mode serait le plus opportun à suivre pour combattre les projets qui tendent à sa destruction. »

- 23 Le vendredi 12 novembre 1852, la Commission se déplace à la Bibliothèque nationale, pour examiner la copie des peintures de Romanelli.
- 24 « M. Frappaz soumet à l'examen de la Commission les dessins qu'il a exécutés d'après les peintures de Romanelli. Il expose que, par suite des exigences du directeur de la Bibliothèque, les frais de son travail se sont trouvés augmentés du paiement, qui lui a été imputé, d'un gardien pour tous les jours où le public n'est pas admis dans la Galerie. La Commission est d'avis que le remboursement de cette dépense soit fait à M. Frappaz, après l'achèvement de sa copie, et qu'un acompte de 3 000 F lui soit payé en raison de l'avancement de l'œuvre qui lui a été confiée. La Commission propose également de faire copier par le même artiste les peintures qui décorent le plafond des deux premières salles de la section des manuscrits, ainsi que celles qui se trouvent dans deux autres petites salles de la même portion de la Bibliothèque. Elle est aussi d'avis que M. Lambert, architecte, soit chargé de copier l'ornementation de la salle du rez-de-chaussée au-dessous de la grande salle de la Galerie Mazarine. Le travail de M. Lambert devra être divisé en deux parties : la première comprenant l'ensemble de la décoration, l'autre à une échelle plus grande comprenant le détail d'une travée complète. Un nouveau déplacement à la Bibliothèque est décidé sur la proposition de M. Lenormant, la Commission décide qu'elle se rendra, le samedi 5 août, à la Bibliothèque Impériale, pour y examiner les décorations de la salle inférieure de la Galerie Mazarine qui viennent d'être mises à découvert, par suite de la restauration en cours d'exécution de cette salle. M. Lambert sera chargé de relever les dessins de la façade extérieure de cette partie de l'édifice qui n'avait pas été comprise dans la mission qu'on lui avait donnée primitivement⁴. »

L'Hôtel Lambert à Paris est l'objet d'un examen de la Commission

- 25 « M. Lenormant annonce que l'Hôtel Lambert est de nouveau en vente. Il est d'avis de renouveler auprès de la Ville de Paris ces démarches qui ont été déjà faites dans une circonstance semblable. Il regrette qu'à cette époque la Ville, qui paraissait bien disposée, n'ait pas pris une détermination plus prompte, car le passage de cet édifice entre les mains du prince Kartoriki, et les dépenses que ce dernier a faites pour le restaurer, lui ont été plutôt nuisibles qu'utiles. La Commission décide que des démarches nouvelles seront faites auprès du Conseil municipal de la Seine, afin qu'il achète cet immeuble pour l'affecter à un service public, à l'école gratuite de dessins par exemple. Les écoles

primaires de l'arrondissement pourraient être placées dans le rez-de-chaussée de l'hôtel. La Commission délègue à quatre de ses membres MM de Lasteyrie, de Laborde, Lenormant et Vaudoyer le soin de préparer un rapport pour cette affaire. Sur la proposition de MM de Laborde et Lenormant, elle désigne ensuite trois artistes MM. Hotfeld, Savinien Petit et Laurent qui, pendant le cours des négociations que va demander la solution, feront des copies des peintures de Lesueur qui décorent l'Hôtel Lambert⁵. » (**fig. n°12, n°13, n°14**).

Figure 12



Paris, Hôtel Lambert. Croquis d'après Lesueur : nymphe, par Jean Jules Laurent (PM 03863).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 13



Paris, Hôtel Lambert. Croquis d'après Lesueur par Savinien Petit (PM 03864).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 14



Paris, Hôtel Lambert. Croquis d'après Lesueur : frise par Jean-Jules Laurent (PM 03946).

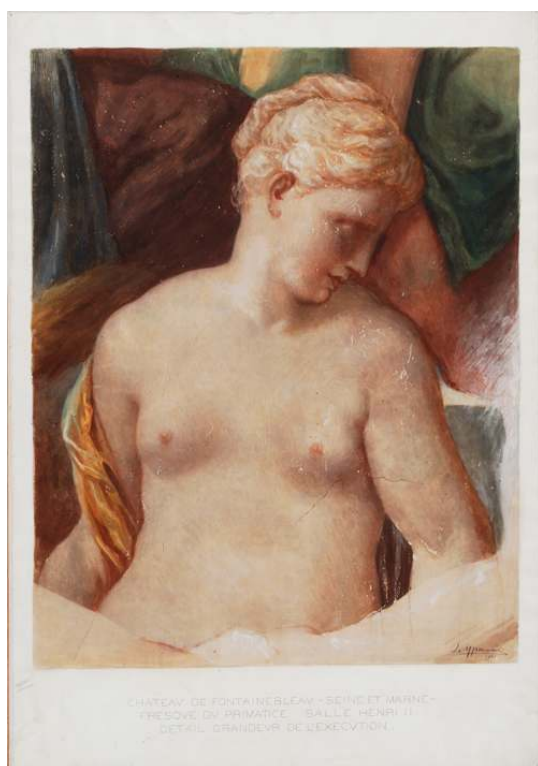
© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

- 26 80 ans plus tard l'intérêt de la Commission pour les relevés de peintures murales de l'époque moderne revient à propos de Versailles. Aucune commande n'en suivit mais le débat est intéressant. Versailles relève de la compétence des architectes des Bâtiments

civils et des palais nationaux, mais la Commission des Monuments historiques dans les années vingt se considère comme responsable du Palais.

- 27 Lors d'une visite d'une délégation de la Commission à Versailles le 14 mai 1923, « M. Peraté, conservateur des Musées de Versailles et Trianon, signale, alors, que les travaux entrepris dans les anciens appartements de Mme Adélaïde ont permis de dégager dans les salles 58 et 59, primitivement grand Salon carré et Salon du Roi au XVII^e siècle, des vestiges très intéressants de peintures murales de cette époque. Il demande que ces peintures, dégradées par les enduits qui les recouvraient, soient relevées dans leur état actuel, préalablement à toute restauration. La Commission est de cet avis et elle émet le vœu que ce travail soit confié à M. Ypermann, éventuellement chargé de leur remise en état. Mais le 25 mai 1923. La Commission considère qu'il n'y a pas lieu de faire relever par Ypermann les peintures décoratives du XVII^e siècle, découvertes dans les anciens appartements de Madame Adélaïde. »
- 28 Yperman n'a pas pu obtenir cette commande et lors de la séance du 27 octobre 1923 la Commission lui rend un vibrant hommage lui confirmant d'autres commandes comme pour le dédommager.
- 29 Curieusement les commandes faites à Yperman concernant Fontainebleau ne sont pas évoquées par les procès verbaux de la Commission et pourtant Fontainebleau fait l'objet de nombreux relevés jusqu'à nos jours (**fig. n°15**) (**fig. n°16**).

Figure 15



Fontainebleau (Seine-et-Marne) : Figure mythologique, relevés par Louis Yperman, 1922 (PM015761).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 16



Fontainebleau (Seine-et-Marne) : Détail de l'Amour grondé par Vénus pour avoir aimé Psyché (PM015762).

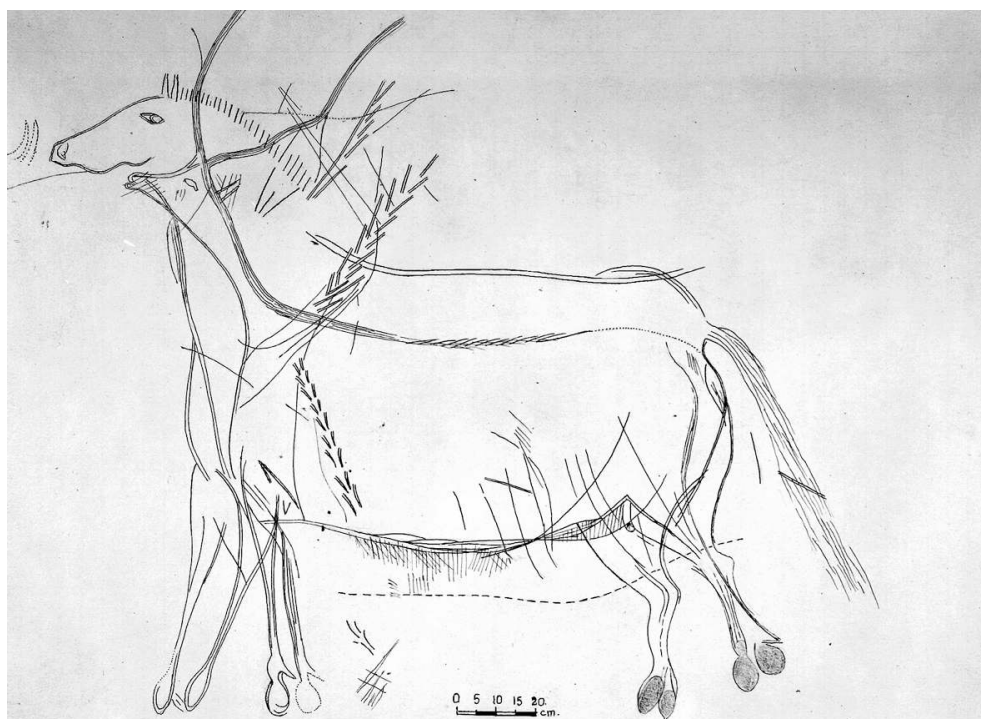
© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Grottes ornées

- 30 Les relevés conservés par la Médiathèque concernent aussi les grottes ornées, pour reprendre une terminologie de la Commission. Lors de sa séance du 18 mai 1942 présidée par Louis Hauteccœur, secrétaire général des Beaux-arts, l'acquisition de relevés de la Grotte de Lascaux sur un rapport de Verrier, est examinée.
- 31 « M. Thaon a présenté en vue de leur acquisition par le service des Monuments historiques les relevés de l'aquarelle des peintures de la grotte de Lascaux, travail pour lequel un acompte de 5 000 F lui avait déjà été versé. M. Verrier signale l'intérêt incontestable de cette acquisition et fait observer l'exécution remarquable de ces relevés tant pour le dessin que pour la couleur. Le principe de l'acquisition étant admis, il y a lieu d'en arrêter le montant. Le premier crédit provisionnel de 10 000 F qui avait été ouvert est tout à fait insuffisant pour un tel travail. M. Verrier propose que l'acquisition des 60 planches soit faite pour la somme de 50.000 F. L'opération représente en effet un an de travail et des frais importants de main d'œuvre et de matériel. Le Comité adopte les propositions à l'unanimité. Les relevés de Lascaux iront à l'Office de documentation au Palais de Chaillot, étant entendu que le Musée de Saint-Germain pourrait en certaines occasions en exposer une partie dans ses collections. De plus, M. Verrier signale l'intérêt d'entreprendre le relevé général de tous les décors, panneaux peints des grottes de France. Une mission pourrait être confiée à M. Thaon à cet effet sur les fonds de la Recherche Scientifique. Le reliquat de 50 000 F sur le crédit de 100 000 F prévu tout

d'abord pourrait être utilisé au paiement de la bourse de M. Thaon et à l'achat du matériel nécessaire. Le Comité est d'accord sur cette proposition » (fig. n°17) (fig. n°18).

Figure 17



Grotte de Lascaux (Dordogne), relevé par Thaon (75N0070).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 18



Grotte de Lascaux (Dordogne), relevé par Thaon, 75N0056.

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

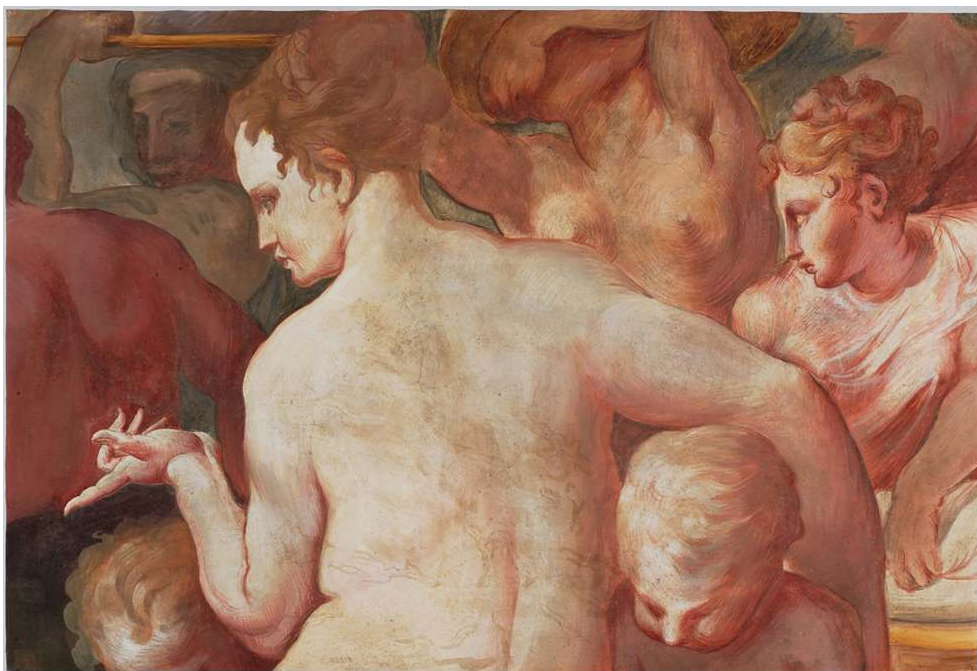
Quel regard la Commission portait-elle sur ces relevés ?

- 32 La monstration des relevés fut lors de la Première guerre mondiale l'objet de débats au sein de la Commission : pouvait-on exposer ces relevés hors de France, même au nom d'un patriotisme artistique ?
- 33 Ce débat, qui dépasse le strict cadre de ce colloque consacré aux peintures murales, concerne aussi les moulages, les photographies et tout document graphique. La muséographie fait aussi l'objet de remarques intéressantes.
- 34 Quelle image la Commission veut-elle donner aux Etats-Unis de l'histoire de l'architecture nationale, de son *gros effort fait depuis un demi-siècle pour reconstituer nos monuments* et du vandalisme, objet même de l'exposition américaine ? Il m'a paru utile de citer ici ce procès-verbal dans sa quasi intégralité. Pour une fois, la relation des débats avec ses redites, ses méandres montre la vie de la Commission.
- 35 Lors de la séance du 27 novembre 1914, le président – Anatole de Baudot, inspecteur général des Monuments historiques –, « demande à l'administration de faire connaître les conditions dans lesquelles elle envisage la participation du service des Monuments historiques à l'Exposition qui aura lieu à San Francisco en 1915. M. Perdreau, chef du bureau des Monuments historiques, expose que cette participation pourrait consister tout d'abord dans l'envoi de photographies choisies de façon à présenter un résumé de l'histoire de notre architecture nationale. A côté des photographies des monuments intacts, fera-t-on figurer l'image du monument dévasté ? Plusieurs membres de l'assemblée demandent le nom de l'architecte qui construira le Pavillon français et la date de l'ouverture de l'Exposition. M. Perdreau répond qu'il n'est pas encore en mesure de satisfaire à ces questions. Il ne peut même faire connaître la surface dont on disposera pour exposer. Ces renseignements seront donnés incessamment par la division des travaux d'Art. Il ne s'agit aujourd'hui que de l'adoption des lignes directrices. Il y a lieu de se mettre d'accord sur le sens dans lequel on travaillera. En dehors des photographies, on pourrait également envoyer des gravures représentant nos plus beaux monuments. Enverra-t-on aussi des relevés ? Plusieurs membres répondent qu'il ne faut pas envoyer de relevés. M. Perdreau fait observer que l'assemblée en délibérera. Il fait savoir que des renseignements ont été demandés officieusement à M. Duquesne, architecte des Bâtiments civils, qui a professé en Amérique à l'Université d'Harvard, sur la nature des documents qui intéresseraient particulièrement les architectes américains. Or, à son avis, les relevés analytiques seront goûtés tout spécialement. Enfin exposera-t-on des moulages ? M. Enlart rappelle qu'il existe une collection de moulages faits sous la direction de M. Leygues et estime qu'on pourrait l'envoyer. M. Perdreau donne lecture de la liste des moulages des XII^e, XIII^e et XIV^e siècles dont se compose cette collection. Plusieurs membres de la Commission sont d'avis que cette collection doit être exposée. M. Perdreau fait connaître que les objets appelés à figurer à l'Exposition seront transportés par un navire américain qui doit partir vers la fin de décembre. Plusieurs membres de la Commission estiment que l'on ne doit exposer que les choses dont on possède le double. M. Perdreau fait savoir que M. Boeswilwald a déjà examiné un grand nombre de photographies dont il a retenu environ 300 qui ont été exposées en 1900. Il pose à nouveau la question de l'envoi des relevés. Plusieurs membres de la Commission déclarent qu'à leur avis on ne doit pas envoyer de relevés originaux mais seulement des

reproductions. Cette manière de voir est adoptée par la Commission. M. le président rappelle qu'il existe dans les archives de la Commission des reproductions à petite échelle et que toutes les cathédrales ont leur coupe dans la publication des cathédrales. M. Lefèvre-Pontalis mentionne la publication faite sous la direction de Viollet-le-Duc. Il objecte que personne ne regarde les livres placés sur des tables. M. Boeswilwald répond qu'il faudrait détacher les gravures et les faire encadrer. M. Berr de Turique rappelle que des meubles tournants ont été faits pour l'Exposition de 1900. M. Boeswilwald est d'avis que les photographies doivent être exposées au mur. M. Laloux n'estime pas qu'il y ait lieu de faire figurer, à côté des monuments intacts, les photographies des monuments détériorés. Cette comparaison ne sera pas significative. Quand on regarde la photographie de la façade de la cathédrale de Reims, on ne se rend pas compte des dégâts. M. le président ne partage pas cette manière de voir. Il est convaincu qu'un travail très intéressant pourrait être fait dans cet ordre d'idées. M. Bernier craint que les photographies ne rendent pas les détériorations d'une façon assez frappante. Il y a des monuments qui ont été relativement peu atteints. L'ancienne cathédrale de Senlis, l'église de Saint-Jean-des-Vignes à Soissons, il faudrait se borner aux édifices qui ont été très abîmés. La cathédrale et l'ancien archevêché de Reims, le Beffroi d'Arras. M. Perdreau fait observer que l'on pourrait faire des photographies de détails à grande échelle. M. Laloux objecte que toutes ces photographies ont paru dans tous les journaux illustrés. M. Boeswilwald fait remarquer qu'il est très difficile actuellement d'obtenir les autorisations nécessaires pour faire faire des photographies dans les régions dévastées. D'ailleurs, ajoute-t-il, le temps manque pour faire quelque chose de neuf. M. le président est de cet avis. Il n'y a pas, dit-il, dans les archives des Monuments historiques, les éléments nécessaires pour illustrer l'histoire de la construction en France au Moyen-Âge et pour montrer le gros effort fait depuis un demi-siècle pour reconstituer nos monuments. M. Gonse répond qu'une pareille étude ne serait pas appréciée à San Francisco. M. Perdreau demande à la Commission de se prononcer sur la question de la présentation des photographies comparatives. M. le président est d'avis qu'il est nécessaire d'exposer des photographies qui fassent ressortir le vandalisme des Allemands, de grandes photographies de détails choisis avec soin. Les dégâts ont été très importants et des photographies pourraient à la fois intéresser les artistes et frapper le grand public. La Commission adopte cette proposition. Les reproductions ne devront s'appliquer qu'à des édifices ayant subi des dommages très importants et non de simples dégâts. M. Enlart demande s'il ne serait pas possible d'acquérir des photographies appartenant à des particuliers. M. Perdreau répond que de tels achats peuvent être autorisés. M. Enlart est d'avis qu'il y aurait lieu, dans ce cas, de constituer une délégation peu nombreuse chargée de faire un choix. La Commission adopte cette proposition. MM. de Baudot, Enlart, Boeswilwald, Berr de Turique, Lefèvre-Pontalis, Marcou, Michel, Pascal, et Selmersheim sont désignés pour faire partie de cette délégation. M. Durand, photographe attaché à la Commission, se tiendra à leur disposition. Après un échange de vues, il est décidé que cette sous-commission se réunira vendredi prochain 4 décembre, à 2 heures. M. Perdreau résume les propositions adoptées. Il est entendu que l'on exposera des photographies, des gravures, des reproductions de relevés et la collection des plâtres disponibles du Trocadéro. M. Michel objecte que cette collection est déjà très connue en Amérique. Elle a figuré aux Expositions de Chicago, de Saint-Louis. Les Universités la possèdent. Elle est partout. Il estime que ce n'est pas la peine de l'envoyer. Mieux vaudrait un choix significatif de photographies avec, au besoin, un catalogue explicatif. M. Bernier n'est pas de cet avis. Cette collection n'est sans doute connue à San Francisco que de très peu de

personnes et il y aurait intérêt à l'exposer. M. Haraucourt demande qu'à cette collection, on ajoute les autres moulages disponibles. M. Enlart rappelle que le pied du candélabre de Saint-Remi, à Reims, a été détruit et demande l'autorisation de faire faire un bon creux du seul moulage actuellement existant. Il ajoute que le mouleur apte à faire le travail est actuellement mobilisé à Corneilles-en-Parisis. M. Gonse répond qu'une photographie avec inscription très visible pourra être envoyée et produira le même effet. La Commission émet un avis en faveur de l'envoi à l'Exposition de San Francisco d'une série de moulages à choisir parmi les pièces existant au Musée de Sculpture comparée. »

- 36 Lors de la séance du 10 mai 1918, « M. le président donne lecture d'une note de service d'action artistique à l'étranger qui désirerait organiser en Suisse, en Italie, en Espagne, une exposition des relevés de peintures murales actuellement réunis au musée des arts décoratifs. M. le président estime qu'une telle exposition comporte de bien grands risques ; des reproductions photographiques ne répondraient-elles pas suffisamment à ce but de propagande ? M. Gonse est d'avis qu'il y aurait intérêt à exposer d'une façon permanente ces relevés au Musée de Sculpture comparée. Il est hostile à tout envoi à l'étranger. M. le président, interrogé sur le lieu de dépôt de ces relevés après la clôture de l'exposition, répond qu'ils pourraient être mis à l'abri dans les sous-sols du Musée des arts décoratifs. »
- 37 Ces précieux relevés forment une collection unique. Il est bien difficile de connaître cas par cas ce qui a pu déterminer leur commande dans les procès-verbaux de la commission, dans les archives par monument, les notes et rapports sur l'état de ces peintures où la réalisation de la commande sont parfois plus nombreux.
- 38 L'existence de ces relevés est une réalité ; la Commission se montre toujours soucieuse de la conservation de ces pièces uniques montrant un état à un instant donné faute parfois d'avoir eu les moyens de conserver *in situ* la peinture.
- 39 Le développement de la photographie en couleur (chimique ou argentique) permet aux restaurateurs de les relever avant restauration, pendant et après. Toutefois l'interprétation du copiste qui accentue nécessairement certains détails n'est plus là, faut-il le regretter ? **(fig. n°19) (fig. n°20).**

Figure 19

Fontainebleau (Seine-et-Marne), relevé d'Oreste Binebaum en 1965 (PM033758).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

Figure 20

Fontainebleau (Seine-et-Marne), relevé d'Oreste Binebaum en 1965 (PM033761).

© Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, RMN.

- 40 L'accentuation des détails relevés, leur style aboutissaient souvent à la création d'une œuvre fort différente de la réalité ; parfois même certains relevés imaginent des décors qui n'ont jamais existé.
- 41 La Médiathèque privilégie désormais les rapports de restauration aux commandes de relevés.
-

NOTES

1. - Voir les sites : Anatole Perrault-Dabot : <http://www.inha.fr/spip.php?article2485>.
 2. - Voir dans le dossier de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, fonds des PV de la Commission des monuments historiques : 0080/15 (μ80/15/11/268).
 3. - Voir dans le dossier de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, fonds des PV de la Commission des monuments historiques : 0080/15 (μ80/15/6/261).
 4. - Voir dans le dossier de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, fonds des PV de la Commission des monuments historiques : 0080/15 (μ80/15/08/319).
 5. - Voir dans le dossier de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, fonds des PV de la Commission des monuments historiques : 0080/15 (μ80/15/7/16).
-

RÉSUMÉS

Ludovic Vitet et Prosper Mérimée ont insisté sur l'importance de la couleur et tout naturellement, la Commission des Monuments historiques s'est souciée dès son origine de faire relever des peintures murales ou décors peints ; pour en garder la trace, des artistes, architectes ou restaurateurs en reçurent commande. Quel fut le rôle de la Commission dans ces commandes au regard des procès-verbaux de la Commission ? Les relevés des décors peints du XVII^e siècle (hôtel Lambert, galerie Mazarine de la Bibliothèque nationale) suscitèrent le plus d'intérêt, la Commission effectuant pour les relevés d'autres périodes une analyse plus critique. Le Comité de la Commission des Monuments historiques s'est aussi intéressé en 1942 aux relevés des grottes ornées, celles de Lascaux notamment, montrant ainsi que ses préoccupations ne s'arrêtaient pas aux seuls Xe-XVI^e siècles. Ces relevés, considérés comme uniques, au début du XX^e siècle, peuvent-ils être exposés hors de France ? Ils deviennent un instrument de propagande politique lors de la première guerre mondiale. Les commandes de relevés se sont poursuivies jusqu'à nos jours. L'accentuation des détails relevés, leur style aboutissaient souvent à la création d'une œuvre fort différente de la réalité ; parfois même certains relevés imaginent des décors qui n'ont jamais existé. La photographie et les rapports de restauration sont, pour le service des Monuments historiques, une autre manière de conserver la trace de ces décors peints.

Ludovic Vitet and Prosper Mérimée insisted on the importance of colour and consequently the Board of Historic Monuments was from the start concerned with the surveying of mural

paintings or painted panels; therefore, artists, architects and restorers were commissioned to keep record of those artefacts. What was the role of the Board in relation to these commissions as they appear in the minutes of the Board ? The surveys of XVIIIth century painted paneling (in the Lambert Hotel, Galerie Mazarine and in the National Library in Paris), roused an utmost interest; concerning other centuries, the Board made a more critical assessment. In 1942, the committee of the Board of Historic Monuments was also interested in the surveying of painted caves, those at Lascaux in particular, showing thus that its members were not only interested in Xth-XVth centuries artworks. Can these surveys, that are considered as unique at the beginning of the XXth century, be exhibited abroad? During World War I, they became weapons of political propaganda. The commissioning of surveys has lasted till nowadays. The emphasis on details in surveys often ended up in the creation of a work of art far from the original; sometimes, some surveys have even imagined wainscoting that never existed. The Department of Historic Monuments also relies on photography and restoration reports to keep record of these painted panels.

INDEX

Mots-clés : peinture murale, relevé, Commission des monuments historiques, exposition

AUTEUR

JEAN-DANIEL PARISSET

Conservateur général du patrimoine, directeur de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, ministère de la Culture et de la Communication jean-daniel.pariset@culture.gouv.fr